

Si vous me permettez de faire quelques remarques générales, le budget semble poursuivre le processus de centralisation. Dans bien des cas, c'est un budget désinvolte et aux apparences trompeuses. Il prévoit des dépenses de 66 milliards. L'intérêt sur la dette nationale est de 12.3 milliards ce qui donne \$1,390 par contribuable. Le déficit prévu est de 13.7 milliards et on ne semble rien faire pour y remédier, mais je vois au contraire un effort pour l'augmenter. Malgré ces dettes énormes qu'il accumule, le gouvernement ne semble pas faire autant pour la population que ne le prévoyait le budget Crosbie. Comme résultat immédiat, le taux d'intérêt bancaire augmente. C'est la pagaille sur le marché boursier et les équipes de prospection du Canada et des États-Unis hésitent certainement à rechercher d'autres sources d'énergie, sans parler de la valeur du dollar qui baisse.

Je fais des critiques et des suggestions constructives pour compléter les commentaires de mes collègues qui ont participé au débat. Même si j'ai formulé des critiques dans certains domaines, je n'ai pas critiqué la personne qui a présenté le budget, car j'ai seulement du respect pour le ministre des Finances (M. MacEachen).

[Français]

M. Alain Garant (Bellechasse): Monsieur le président, je suis tout à fait honoré d'avoir à clôturer aujourd'hui, en cette Chambre, le débat sur le premier budget de la présente décennie, budget qui, j'en suis maintenant certain, fera faire à la population canadienne un pas de géant dans le sens de sa sécurité tant énergétique qu'économique. Cette certitude, monsieur le président, je l'ai acquise à la suite d'une longue réflexion sur les mesures budgétaires et énergétiques proposées la semaine dernière. Je l'ai acquise également à la suite d'une comparaison aussi objective que possible avec les mesures prévues dans le défunt budget progressiste conservateur de triste mémoire. Je l'ai acquise finalement à la suite de commentaires recueillis auprès de la population canadienne, et plus particulièrement auprès de la population de la très belle région de Bellechasse qu'il me fait plaisir de représenter en cette enceinte.

Monsieur le président, après avoir soupesé bon nombre de possibilités qui s'offraient au gouvernement actuel, je suis en mesure d'affirmer qu'a été retenue la solution du bon sens et de la raison, c'est-à-dire la solution qui tient compte de nos limites actuelles tout en nous dirigeant sûrement sur la voie de ce potentiel illimité qui semble nous avoir été légué par le destin.

Monsieur le président, bien que les années 1970 nous aient causé beaucoup de soucis que nous avons quand même surmontés au Canada de façon relativement aisée comparative à la très grande majorité des autres pays industrialisés, je sais que les Canadiens voient d'instinct que les années 80 présentent des possibilités extraordinaires pour leur pays, en autant que leurs dirigeants comprennent mieux la nature profonde et complexe des problèmes qui ont affecté notre économie au même titre que l'économie mondiale et en autant que leurs dirigeants proposent des solutions qui respectent en tout temps la tradition canadienne, qui est une tradition de partage, laquelle nous a permis jusqu'ici de relever les plus grands défis de notre histoire.

Je suis heureux de constater, monsieur le président, que l'honorable ministre des Finances (M. MacEachen) a opté

Le budget—M. Garant

pour cette solution de continuité de la tradition canadienne, c'est-à-dire pour cette solution de partage de notre riche patrimoine national.

Je suis également heureux de constater que l'honorable ministre des Finances a reconnu que les problèmes ne se limitent pas à une simple gestion de la demande, mais exigent que soient combinées des politiques structurelle, industrielle, régionale, ambitieuse, avec des politiques fiscale et monétaire convenablement orientées, ce que nous nous sommes engagés à faire avec toute la détermination dont nous sommes capables, parce qu'elles sont conformes à cette vision beaucoup plus complète et, par le fait même, beaucoup plus réaliste des problèmes qui ont confronté l'économie canadienne et aussi à la meilleure tradition libérale qui consiste à éviter les positions extrêmes pour se pencher plutôt du côté des solutions pratiques qui serviront nos intérêts communs tout en préservant nos libertés individuelles.

• (2130)

Je ne peux que souscrire à la stratégie économique du gouvernement qui est parfaitement dans la ligne de pensée des engagements que nous avons pris envers la population canadienne aux dernières élections et lors du discours du trône qui a suivi, engagements qui ont contribué sans l'ombre d'un doute à reporter la présente équipe gouvernementale au pouvoir. Cette stratégie économique, monsieur le président, j'en suis convaincu, fera se résorber progressivement l'inflation, relancera de façon tout aussi progressive l'investissement et la productivité, ce qui aura comme conséquence de favoriser dans des délais aussi raisonnables qu'inévitables le plein emploi que nous souhaitons tous. L'existence de tous les pays du monde et spécialement de ceux qui sont particulièrement prospères nous a cependant appris qu'il n'existe pas de solution unique et rapide, mais que la patience et le travail ordonné et consciencieux est le meilleur gage de succès. C'est la voie que nous avons courageusement opté de suivre.

Tous les députés sont probablement d'accord pour reconnaître que la réduction du déficit fédéral à des proportions plus modérées est souhaitable si l'on veut ralentir la hausse du service de la dette par rapport à son rythme actuel, si l'on veut redonner au gouvernement une marge de manœuvre suffisante pour lui permettre de faire face aux défis futurs, et si l'on veut freiner l'inflation sans augmentation correspondante des impôts. Toutefois, imbus du réalisme qui nous a toujours caractérisés et qui nous a assurés presque continuellement la confiance de la population canadienne au cours des 20 dernières années, nous avons opté pour une réduction du déficit qui soit proportionnelle au niveau de croissance économique du moment. Ce qui revient à dire que nous procéderons à une réduction modeste du déficit au cours de l'année qui vient, puisqu'il est prévu une croissance plutôt lente que nous ne voulons pas hypothéquer davantage.

Quand la croissance s'accélélera cependant, et plusieurs indices nous permettent de croire que ce sera pour bientôt, ce qui se reflète également dans nos politiques budgétaires, la réduction du déficit sera plus marquée, ce qui nous permettra de remplir nos engagements en cette matière. Nous ne nous soustrayons donc pas à nos engagements. Nous ne voulons que remplir nos promesses de façon ordonnée et responsable, et c'est dans cet esprit, monsieur le président, que nous nous sommes aussi engagés à ne pas accroître les dépenses publiques plus rapidement que l'économie, ce qui nous permettra de